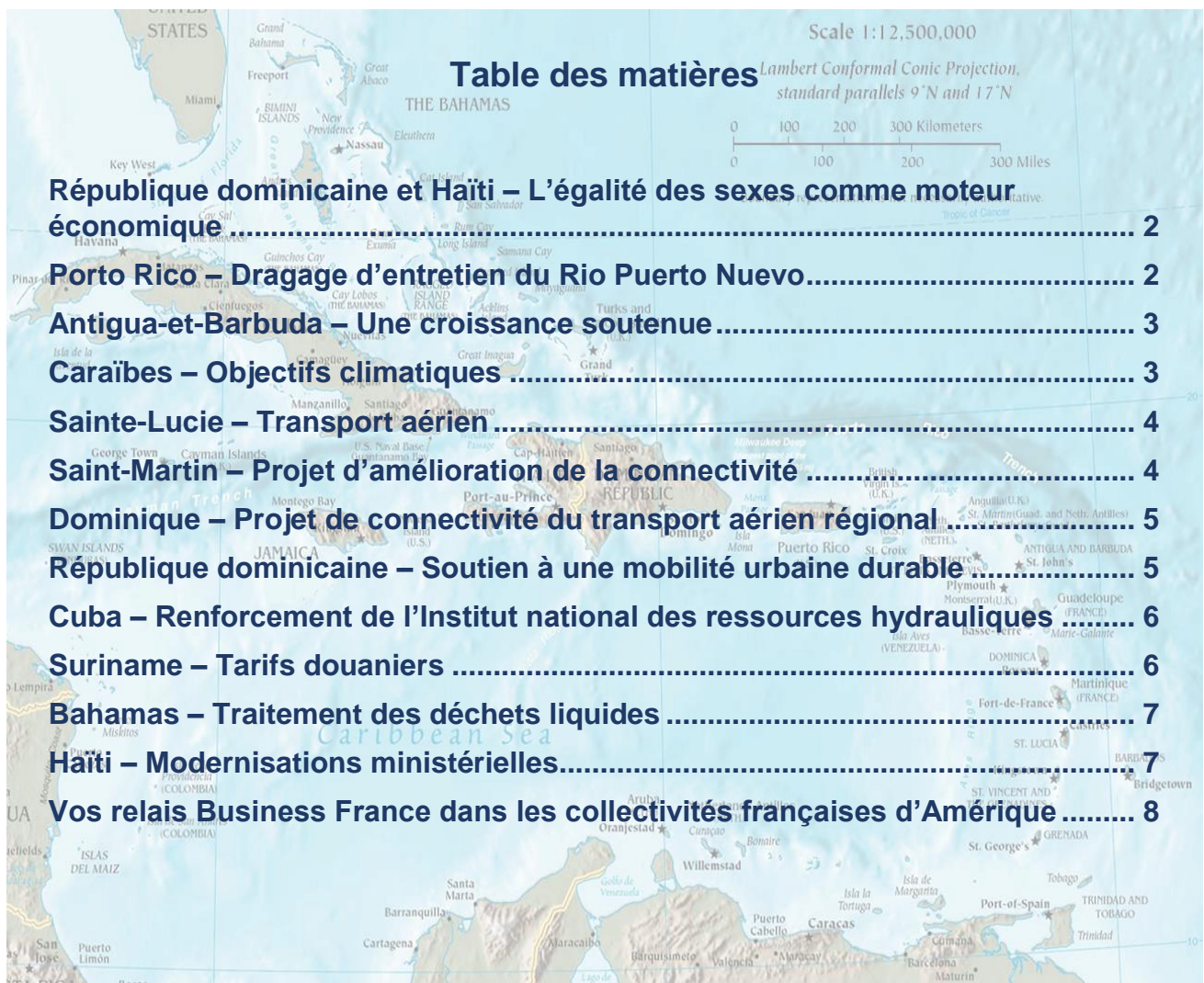


Zoom sur les Caraïbes

Juillet 2019



Scale 1:12,500,000
Lambert Conformal Conic Projection, standard parallels 9°N and 17°N

0 100 200 300 Kilometers
0 100 200 300 Miles

Table des matières

République dominicaine et Haïti – L'égalité des sexes comme moteur économique 2

Porto Rico – Dragage d'entretien du Rio Puerto Nuevo 2

Antigua-et-Barbuda – Une croissance soutenue 3

Caraïbes – Objectifs climatiques 3

Sainte-Lucie – Transport aérien 4

Saint-Martin – Projet d'amélioration de la connectivité 4

Dominique – Projet de connectivité du transport aérien régional 5

République dominicaine – Soutien à une mobilité urbaine durable 5

Cuba – Renforcement de l'Institut national des ressources hydrauliques 6

Suriname – Tarifs douaniers 6

Bahamas – Traitement des déchets liquides 7

Haïti – Modernisations ministérielles 7

Vos relais Business France dans les collectivités françaises d'Amérique 8

Suivez-nous sur [@BF_InfosMarches](https://twitter.com/BF_InfosMarches)

Réalisé avec le soutien du **ministère des Outre-mer** dans le cadre du partenariat avec Business France.

Pour continuer à recevoir cette veille, nous vous remercions d'adresser un mail à ProduitsEditoriaux@businessfrance.fr

République dominicaine et Haïti – L'égalité des sexes comme moteur économique

La Banque interaméricaine de développement (BID) a reçu une demande de don de 800 000 USD pour un projet régional d'assistance technique visant à promouvoir l'égalité des sexes. L'objectif est d'élaborer un programme de recherche et de politiques qui favorise l'élimination des obstacles à la participation des femmes au marché du travail en Amérique centrale, au Mexique, en République dominicaine et en Haïti (CID), afin de favoriser une croissance économique plus forte et plus globale. Des solutions seront identifiées dans les domaines suivants : marché du travail, éducation et formation, environnement familial et social.

Gleichstellung der Geschlechter als Motor für Wirtschaftswachstum ++ Technische Hilfe

5 juillet 2019 | gtai - Investitions- und Entwicklungsvorhaben

Porto Rico – Dragage d'entretien du Rio Puerto Nuevo

Des travaux de dragage vont être entrepris dans le Rio Puerto Nuevo. Ces travaux comprennent le dragage de matériaux de hauts-fonds du chenal San Juan, jusqu'à diverses profondeurs. Les déblais de dragage doivent être placés dans un site d'immersion en mer situé à environ 2,3 milles marins du chenal d'entrée du port de San Juan. Les travaux comprennent la surveillance de la turbidité et les travaux accessoires.

L'appel d'offres sera lancé vers le 22 juillet 2019, avec une échéance autour du 21 août 2019. L'ampleur de la construction se situe entre 5 M et 8,5 M USD. Il s'agit d'une acquisition sans restriction. Tous les offrants concernés sont encouragés à participer.

Rio Puerto Nuevo Flood Control Project, San Juan, Puerto Rico: Puerto Nuevo River Maintenance DredgingChannel

9 juillet 2019 | FIND, Inc. All Rights Reserved

Antigua-et-Barbuda – Une croissance soutenue

L'activité dans les secteurs du tourisme et de la construction demeure robuste, ce qui permet à Antigua-et-Barbuda de maintenir sa croissance (PIB réel estimé + 4,4 % en 2019 et + 3,3 % en 2020).

La forte croissance du secteur de la construction d'Antigua-et-Barbuda se poursuivra. L'activité dans le secteur a augmenté de 20,1 % en glissement annuel en 2017 et de 28 % en 2018, grâce à des investissements massifs dans les hôtels et les infrastructures. La forte croissance de l'industrie du tourisme a entraîné d'importants investissements dans l'expansion du parc hôtelier dans tout le pays. Parallèlement, le gouvernement continuera d'accroître son parc de logements abordables, de réparer les immeubles appartenant à l'État et de rénover les ports et les routes.

Antigua And Barbuda Growth To Continue On Strength Of Construction And Tourism

16 juillet 2019 | Business Monitor Online

Caraïbes – Objectifs climatiques

La Communauté des Caraïbes (Caricom) a tenu sa réunion annuelle début juillet à Sainte-Lucie, en mettant l'accent sur le changement climatique. Caricom a déclaré la Caraïbe "Zone Résiliente au Climat", soutenue par une initiative lancée en 2018 : "Caribbean Climate Smart Accelerator". L'objectif est de coordonner avec les gouvernements régionaux le lancement de projets régionaux de transformation visant à "moderniser les infrastructures numériques, physiques et sociales afin d'intégrer les activités essentielles d'adaptation au changement climatique, d'atténuation et de garantie d'un avenir à faible émission de carbone pour la région".

Un objectif à moyen terme est de constituer une réserve de professionnels qualifiés spécialisés dans le changement climatique, capables d'exporter l'expertise acquise dans les Caraïbes vers d'autres petits États insulaires en développement (PEID) et des zones à risque en raison du changement climatique.

Caribbean faces climate change challenges

17 juillet 2019 | Economist Intelligence Unit (EIU) Country Reports

Sainte-Lucie – Transport aérien

Pour le projet de connectivité du transport aérien régional des Caraïbes, le gouvernement de Sainte-Lucie a demandé à l'Association internationale de développement (IDA) un prêt de 45 M USD. Ce projet vise à améliorer la sécurité du trafic aérien et la résilience des infrastructures aéroportuaires face aux catastrophes naturelles.

Les services de consultation et l'agent(s) d'exécution restent à déterminer.

Karibik Regional Air Transport Connectivity Projekt

18 juillet 2019 | GTAI

Saint-Martin – Projet d'amélioration de la connectivité

Le gouvernement de Saint-Martin a demandé au Groupe de la Banque mondiale (FSSP) 20 M USD pour financer un projet de développement du réseau routier, en améliorant la résilience, la durabilité et la sécurité routière.

Les services de consultation peuvent être identifiés. L'agent(s) d'exécution doit encore être désigné.

Sint Maarten Konnektivität und Resilience Improvement Projekt

19 juillet 2019 | GTAI

Dominique – Projet de connectivité du transport aérien régional

Le gouvernement dominicain a demandé à l'Association internationale de développement (IDA) un prêt de 12 M USD pour un projet de développement dans le secteur de l'aviation. L'objectif de développement est d'améliorer la sécurité du trafic aérien conformément aux normes internationales et régionales, de soutenir l'adaptabilité des opérations aériennes face aux catastrophes naturelles et de soutenir une planification éclairée du nouvel aéroport du pays de destination.

Les services de consultation et l'agent(s) d'exécution restent à déterminer.

Karibik Regional Air Transport Connectivity Projekt

19 juillet 2019 | GTAI

République dominicaine – Soutien à une mobilité urbaine durable

L'AFD, qui est impliquée de longue date dans le secteur des transports, a sollicité une subvention (7,5 M EUR d'assistance technique + 2,5 M EUR de subvention d'investissement) pour accompagner la réforme institutionnelle du secteur lancée en 2017 et qui s'est traduite par la création de l'Institut National du Trafic et du Transport Terrestre (INTRANT).

L'INTRANT est devenu l'autorité régulatrice des transports terrestres en République dominicaine, chargée de coordonner tous les acteurs du secteur et de mettre en œuvre la loi de planification du secteur. La subvention s'appliquera particulièrement à la capitale, Santo Domingo, qui fait face à des défis en matière de mobilité durable malgré la construction récente de deux lignes de métro.

Juillet 2019 | base de données PROAO

Cuba – Renforcement de l’Institut national des ressources hydrauliques

À la suite des dégâts causés par l’ouragan Irma de 2017, l’INRH (l’Institut national des ressources hydrauliques) a souhaité revoir son plan d’investissement pour renouveler les infrastructures les plus vulnérables aux événements climatiques et moderniser les services. En plus du financement prévu pour la reconstruction de trois systèmes de distribution d’eau (prêt AFD de 20 M EUR), l’AFD propose de mobiliser une subvention LAIF (fonds de l’UE pour l’Amérique latine – 3 M EUR de subvention d’investissement + 3 M EUR d’assistance technique) pour améliorer la performance des entreprises opérant dans le secteur de l’eau, en particulier pour réduire les pertes sur le réseau.

Juillet 2019 | base de données PROAO

Suriname – Tarifs douaniers

Le tarif douanier du Suriname comprend 9 niveaux entre 0 et 50 %. Les droits de douane sur les importations en provenance des États membres de la CARICOM varient entre 0 et 20 %.

Les produits tels que les jus et les boissons non alcoolisées en provenance des États membres de la CARICOM ne sont pas soumis au tarif douanier, tandis que les matières premières sont soumises à un taux de 5 %.

Les produits soumis aux tarifs les plus élevés (40 et 50 %) comprennent les boissons alcoolisées, bière, tabac et cigarettes, animaux vivants, poisson, œufs, miel, légumes, fruits, café, céréales, pierres précieuses ou semi-précieuses et certains véhicules automobiles.

En 2017, le droit de douane sur la volaille est passé de 20 à 40 % dans le cadre d’une politique gouvernementale visant à mieux aligner les tarifs locaux sur les tarifs de la CARICOM.

Outre ces taux, le gouvernement prélève une taxe « statistique » de 0,5 %, une taxe « consentement » de 1,5 % du FCI (Coût Assurance et Frêt) et une taxe « consommation » de 10 %.

Une taxe supplémentaire est perçue sur le tabac et les boissons alcoolisées.

Juillet 2019 | Antenne de la Collectivité Territoriale de Guyane de Paramaribo (Suriname)

Bahamas – Traitement des déchets liquides

La Banque interaméricaine (BID) vient financer la sté Clean Marine Group Ltd (CMG) pour la mise en place de la première installation Marpol des Bahamas, qui traitera, à Freeport, sur la Grande-Bahamas, les déchets liquides des navires faisant escale dans ce port. Ce projet d'économie « bleue », d'un coût total de près de 4 M USD, comprendra une composante d'assistance technique. CMG utilise la technologie de Mitton Cavitation Inc. et prévoit de dupliquer le projet à Nassau par une nouvelle installation qui traitera les effluents des 2 900 paquebots de croisière qui y passent, puis en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago.

Contact : CMG, Freeport, Grand Bahama.

Juillet 2019 | Bureau de l'Administrateur pour la France à la Banque interaméricaine de Développement

Haïti – Modernisations ministérielles

La Banque interaméricaine de développement (BID) accorde un don de 55 M USD à Haïti pour moderniser le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) et celui des Travaux publics (MTPTC). Il comprendra, sur 5 ans, la mise en place de nombreuses applications informatiques pour leurs activités, mais surtout pour leur gestion : logiciels de RH et de paie, avec utilisation de la biométrie.

Agences exécutrices : Office de management et de Ressources humaines, ministère de l'Économie et des Finances.

Juillet 2019 | Bureau de l'Administrateur pour la France à la Banque interaméricaine de Développement

Vos relais Business France dans les collectivités françaises d'Amérique

Conseil régional de Guadeloupe

Aurélie Deglas

Chargée de mission export
et internationalisation

Tél. : 05 90 94 48 46

Mail : aurelie.deglas@cr-
guadeloupe.fr

CCI Guyane

Patricia Calut

Chef de service – Appui
à l'international

Tél. : 05 94 29 96 00

Mail : p.calut@guyane.cci.fr

CCI Martinique

Marie-Noëlle Catayée

Responsable du service Conseil
en développement international

Tél. : 05 96 552 852

Mail :
mn.catayee@martinique.cci.fr

CCI Saint-Martin

Luciana Raspail

Chargée de mission Export

Tél. : 05 90 87 84 42

Mail : lraspail@ccism.com

Ces informations sont remontées par le service Informations et Études, département Stratégies et Infos marchés.

Les appels d'offres internationaux sont issus de la base de données Proao, proposée par Business France. Plus de détails sur proao@businessfrance.fr.

Vos données personnelles sont traitées par Business France dans le cadre sa mission de service public d'appui à l'internationalisation de l'économie française. Elles sont conservées pendant la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées, soit pendant la durée de trois ans à compter de leur collecte ou de votre dernier contact avec Business France et sont destinées à ses services internes, ses prestataires sous-traitants, ses partenaires, ses bureaux et représentations à l'étranger, dont certains sont situés en dehors de l'Union européenne, mais également aux autres acteurs du dispositif susvisé (notamment les Régions et les CCI). Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dit RGPD), les informations concernant le traitement de vos données personnelles et l'exercice de vos droits sont disponibles dans la Charte de Protection des données personnelles de Business France. Pour l'exercice de vos droits et si vous ne souhaitez pas obtenir d'emails de Business France concernant ses actions, prestations, événements, nous vous invitons à écrire à dpo@businessfrance.fr.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Business France ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Business France ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.